

Overwegende dat vastleggings- en vereffeningskredieten overgedragen moeten worden naar basisallocatie 12.02, programma 04 van organisatieafdeling 09 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2019, om beleidslijnen inzake administratieve vereenvoudiging ten uitvoer te leggen,

Besluiten :

Artikel 1. Er worden vastleggingskredieten ten belope van 120 duizend EUR en vereffeningskredieten ten belope van 120 duizend EUR overgedragen van programma 02 van organisatieafdeling 11 naar programma 04 van organisatieafdeling 09.

Art. 2. De verdeling van de volgende basisallocaties van programma 04 van organisatieafdeling 09 en van programma 02 van organisatieafdeling 11 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2019 wordt gewijzigd als volgt:

(in duizend EUR)

Basisallocatie	Initieel krediet		Overdracht		Aangepast krediet	
	VAK	VEK	VAK	VEK	VAK	VEK
O.A. 09 12.02.04	2.323	705	+ 120	+ 120	2.443	825
O.A. 11 01.01.02	1.549	2.108	- 120	- 120	1.429	1.988

Art. 3. Dit besluit wordt doorgezonden naar het Waalse Parlement, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën, de Kanselarij van de Waalse Overheidsdienst en het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie.

Art. 4. De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 juni 2019.

A. GREOLI
J.-L. CRUCKE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/205967]

12 DECEMBRE 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2019 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers et établissant un plan de tir au sanglier sur le territoire wallon

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, les articles 9bis, § 1^{er}, inséré par le décret du 14 juillet 1994 et modifiés par le décret du 16 février 2017, les articles 7, § 1^{er} et 10, modifiés par les décrets du 14 juillet 1994, du 16 février 2017 et du 17 juillet 2018;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er} ;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en application de la Directive 2002/60 du Conseil du 27 juin 2002 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine et modifiant la directive 92/119/CEE, en ce qui concerne la maladie de Teschen et la peste porcine africaine, la confirmation le 13 septembre 2018 d'un cas primaire de peste porcine africaine chez les sangliers dans une partie du territoire de la Région wallonne oblige le Gouvernement à prendre des dispositions en vue de freiner et prévenir la propagation de la maladie;

Considérant que ces dispositions doivent s'adapter au plus vite à l'évolution de la situation épidémiologique sur le terrain;

Considérant l'état d'avancement, à la fin novembre du mois de novembre, de l'éradication des sangliers dans les zones de lutte contre la peste porcine africaine;

Considérant qu'au vu de cet état d'avancement, il importe de renforcer, en cas de nécessité, les mesures de contrainte vis-à-vis des titulaires de droit de chasse dans ces zones;

Considérant qu'il importe aussi, à titre préventif, de compléter les mesures de renforcement des prélèvements en sangliers sur le reste du territoire wallon, en particulier dans les zones les plus denses en sangliers et de préparer en vue de l'année cynégétique 2020-2021 la mise en place d'un outil de gestion du sanglier à l'échelle de la Région devant fixer des objectifs de prélèvement;

Considérant que la mise en place d'un tel outil exige de prendre dès maintenant certaines mesures avant que la période d'ouverture actuelle de la chasse en battue du sanglier se termine;

Sur la proposition du Ministre de la Chasse;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2019 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers, l'alinéa 1^{er} est complété par un 9^o, rédigé comme suit :

« 9^o directeur : directeur des services extérieurs du Département de la Nature et des Forêts territorialement compétent pour la plus grande partie de la surface de l'espace territorial du conseil cynégétique. ».

Art. 2. Dans l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'Administration peut également mandater les titulaires de droit de chasse et leurs gardes champêtres particuliers pour détruire le sanglier sur leur territoire, que ces titulaires aient ou non sollicité une dérogation à l'interdiction d'y chasser. »;

2° l'article 8 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« L'Administration peut en outre mandater tout détenteur d'un permis de chasse valide pour effectuer cette destruction, avec ou sans l'accord du titulaire du droit de chasse du territoire sur lequel la destruction doit se faire.

Elle fixe les conditions d'intervention des personnes visées aux alinéas 2 et 3, notamment les moyens qui peuvent être mis en œuvre pour détruire le sanglier, parmi ceux mentionnés à l'article 12. ».

Art. 3. Dans l'article 9 du même arrêté, les mots « décembre 2019 » sont remplacés par les mots « mars 2020 ».

Art. 4. Dans l'article 11 du même arrêté, les mots « agents de l'Administration » sont remplacés par les mots « personnes visées à l'article 8 ».

Art. 5. Dans l'article 15 du même arrêté, les mots « décembre 2019 » sont remplacés par les mots « mars 2020 ».

Art. 6. Dans l'article 17 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, les mots « ou plus » sont supprimés;

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Pour les territoires comportant plus de deux cent cinquante hectares et moins de cinq cents hectares de bois, une enceinte est considérée comme effectivement traquée si elle est parcourue par au moins huit traqueurs armés ou non et cernée par au moins quinze chasseurs armés. »;

3° à l'alinéa 4, les mots « ou plus » sont supprimés.

Art. 7. Dans l'article 20 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est complété par les mots « ou d'ordonner au contrevenant d'organiser sur son territoire de telles actions aux conditions qu'elle fixe »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Ces possibilités peuvent également être mises en œuvre à partir du 1^{er} décembre 2019 si l'Administration et le conseil cynégétique jugent qu'à cette date la population de sangliers est encore présente sur un secteur donné. ».

Art. 8. Dans l'article 22 du même arrêté, l'alinéa 2 est complété par les mots « aidée ou non par des chiens spécialisés dans la détection de cadavres de sangliers ».

Art. 9. L'article 23 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les alinéas 1^{er} et 2 s'appliquent également à toute propriété située en zone d'observation renforcée ou en zone de vigilance si l'Administration décide de rechercher également les cadavres de sangliers dans ces zones. ».

Art. 10. Dans l'article 25 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante :

« Ils ne peuvent en aucun cas être transportés en dehors des trois zones mentionnées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}. ».

Art. 11. Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre VIII est remplacé par ce qui suit :

« De la surveillance passive du sanglier et du renforcement de ses prélèvements sur tout le territoire de la Région wallonne ».

Art. 12. Dans le même arrêté, sont insérés les articles 27/1 à 27/4 rédigés comme suit :

« Art. 27/1. Afin d'accentuer les prélèvements en sangliers au cours de l'année cynégétique 2019-2020 en dehors des trois zones visées à l'article 1^{er}, les mesures suivantes sont prises pour chaque espace territorial des conseils cynégétiques dont les membres ont tiré ensemble en moyenne au moins soixante sangliers aux mille hectares de bois, au cours des quatre dernières années cynégétiques :

1° le nombre minimum de sangliers devant être abattus au cours de l'année cynégétique 2019-2020 est fixé pour le 31 décembre 2019 au plus tard. Ce nombre vise à atteindre un niveau de population, avant naissance, en adéquation avec la capacité d'accueil de l'espace territorial concerné. Il est déterminé en fonction des éléments d'appréciation suivants :

a) les prélèvements en sangliers de l'année cynégétique en cours arrêtés au 30 novembre 2019, ainsi que les prélèvements en sangliers des quatre années cynégétiques précédentes;

b) le taux de reproduction observé;

c) l'importance de la mortalité naturelle;

d) l'importance des prélèvements des années cynégétiques précédentes par rapport au taux de reproduction de la population;

e) les ressources alimentaires naturelles et artificielles;

f) les risques de dégâts à l'agriculture;

2° le tir des femelles dont le poids éviscéré est d'au moins trente kilos doit représenter au moins trente pourcents du tir total des sangliers qui seront abattus entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2020;

3° en fonction de l'objectif fixé en application du point 1°, le directeur peut imposer l'organisation de deux battues durant les mois de janvier et février 2020 sur les territoires de chasse relevant du conseil cynégétique, ainsi que sur ceux qui ne relèvent pas du conseil cynégétique mais qui se trouvent en totalité ou en partie à l'intérieur de l'espace territorial du conseil.

Pour l'application du 1°, chaque conseil cynégétique concerné communique au directeur avant le 15 décembre 2019 le nombre de sangliers abattus sur les territoires de chasse de ses membres au 30 novembre 2019. Les titulaires de droit de chasse non membres du conseil cynégétique dont le territoire est situé en totalité ou en partie à l'intérieur de l'espace territorial du conseil cynégétique font de même. Le directeur organise avant le 31 décembre 2019 une réunion avec les représentants du conseil cynégétique visés à l'article 27/2, en vue de déterminer le nombre minimum de sangliers devant être abattus au cours de l'année cynégétique 2019-2020 sur les territoires de chasse compris en totalité ou en partie à l'intérieur de l'espace territorial du conseil cynégétique.

Concernant le 3°, les battues obligatoires doivent réunir au moins dix tireurs si le territoire comporte moins de deux cent cinquante hectares de bois et 15 tireurs dans tous les autres cas. Le directeur peut dispenser certains territoires de chasse de l'obligation d'organiser ces battues en fonction de l'importance de leur surface boisée.

Art. 27/2. Les représentants du conseil cynégétique invités à participer à la réunion visée à l'article 27/1, 2^{ème} alinéa, sont :

1° le président du conseil ou son délégué;

2° un des membres du conseil visés à l'article 5, 4°, a), de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif aux modalités d'agrément et de fonctionnement des conseils cynégétiques;

3° un des membres du conseil visés à l'article 5, 4°, b), de l'arrêté précité;

4° un des membres du conseil visés à l'article 5, 4°, c), de l'arrêté précité.

Art. 27/3. Tout titulaire de droit de chasse devant organiser au moins deux battues entre le 1^{er} janvier et le 28 février 2020 informe le chef de cantonnement de ses dates de battue au moins 15 jours à l'avance. En cas de battue improvisée, il en informe au préalable et le plus rapidement possible le chef de cantonnement. L'organisation d'une battue improvisée peut remplacer une des deux battues programmées.

Le titulaire de droit de chasse informe dans les 48 heures qui suivent la battue le chef de cantonnement des prélèvements en sangliers effectués au cours de la battue, suivant les modalités qui auront été précisées par celui-ci.

Art. 27/4. En vue de pouvoir fixer les objectifs de prélèvements en sangliers au cours de l'année cynégétique 2020-2021, chaque conseil cynégétique, y compris ceux dont les membres ont tiré en moyenne moins de soixante sangliers aux mille hectares de bois au cours de quatre dernières années cynégétiques, communique au directeur, pour le 15 mars 2020, les tableaux de chasse en sangliers réalisés au 28 février par leurs membres en distinguant :

1° les animaux de moins d'un an (marcassin et bête rousse);

2° les animaux d'un an et plus, et parmi ceux-ci le nombre de femelles dont le poids éviscéré est d'au moins trente kilos.

Chaque titulaire de droit de chasse, non membre d'un conseil cynégétique, communique les mêmes informations au chef de cantonnement, dans le même délai.

Art. 27/5. L'Administration fournit un rapport détaillé de la mise en œuvre de l'article 27/1 en vue de son évaluation aux Ministres concernés pour le 1^{er} mai 2020 au plus tard. ».

Art. 13. Dans l'annexe du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées à la carte :

1° dans l'intitulé de la carte, les mots « AGW du 19/03/2019 » sont supprimés;

2° dans la légende de la carte, les mots « noyau et tampon » sont remplacés par le mot « infectée ».

Art. 14. Le présent arrêté entre vigueur le jour de sa signature.

Art. 15. Le Ministre qui a la chasse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 12 décembre 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME
et des Centres de compétences,
W. BORSUS

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/205967]

12. DEZEMBER 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Juni 2019 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest und eines Abschussplans für die Schwarzwildjagd in der Wallonie

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, Artikel 9bis § 1, eingefügt durch das Dekret vom 14. Juli 1994 und abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, Artikel 7 § 1 und Artikel 10, abgeändert durch die Dekrete vom 14. Juli 1994, vom 16. Februar 2017 und vom 17. Juli 2018;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Bestätigung eines Primärfalles der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen in einem Teil des wallonischen Gebiets am 13. September 2018 die Regierung gemäß der Richtlinie 2002/60 des Rates vom 27. Juni 2002 zur Festlegung von besonderen Vorschriften für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest sowie zur Änderung der Richtlinie 92/119/EWG hinsichtlich der Teschener Krankheit und der Afrikanischen Schweinepest verpflichtet, Maßnahmen zu ergreifen, um die Ausbreitung der Seuche zu verzögern und ihr vorzubeugen;

In der Erwägung, dass diese Bestimmungen so schnell wie möglich an die Entwicklung der epidemiologischen Situation vor Ort angepasst werden müssen;

In Erwägung des Ende November beurteilten Entwicklungsstands der Vernichtung der Wildschweinbestände in den Zonen, in denen die Afrikanische Schweinepest bekämpft wird;

In der Erwägung, dass es angesichts dieses Entwicklungsstands wichtig ist, die Auflagen, die die Inhaber des Jagdrechts erfüllen müssen, in diesen Zonen erforderlichenfalls zu verstärken;

In der Erwägung, dass es zudem als Präventivmaßnahme wichtig ist, die Maßnahmen zur Erhöhung der Abschussquoten für Schwarzwild im restlichen Gebiet der Wallonie, insbesondere in den Gebieten mit der höchsten Wildschweindichte, auszudehnen, und für das Jagdjahr 2020-2021 die Einführung eines regional flächendeckenden Wildschweinbewirtschaftungsinstruments zur Festlegung von zu erreichenden Abschussquoten vorzubereiten;

In der Erwägung, dass die Einführung eines solchen Instruments erfordert, dass bestimmte Maßnahmen bereits jetzt getroffen werden, bevor die derzeit laufenden Treibjagden auf Schwarzwild enden;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeiten das Jagdwesen gehört;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Juni 2019 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen wird Absatz 1 durch eine Ziffer 9 ergänzt:

"9° Direktor: der Direktor der Außendienststellen der örtlich zuständigen Abteilung Natur und Forstwesen, der für den größten Teil der Fläche des regionalen Raums des weidmännischen Rates zuständig ist."

Art. 2 - In Artikel 8 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"Die Verwaltung kann auch die Inhaber des Jagdrechts und deren Privatfeldhüter anweisen, Wildschweine in ihrem Gebiet zu vernichten, unabhängig davon, ob sie eine Ausnahme vom Jagdverbot beantragt haben oder nicht.;"

2° Artikel 8 wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Verwaltung kann zudem jeden Inhaber eines gültigen Jagscheins beauftragen, diese Vernichtung durchzuführen, sei es mit oder ohne Zustimmung des Inhabers des Jagdrechts des Gebiets, auf dem die Vernichtung erfolgen muss.

Sie legt die Bedingungen für die Intervention der in den Absätzen 2 und 3 genannten Personen fest, insbesondere die Mittel, die unter den in Artikel 12 genannten Mitteln zur Vernichtung der Wildschweine eingesetzt werden können."

Art. 3 - In Artikel 9 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Dezember 2019" durch die Wortfolge "März 2020" ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 11 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Bediensteten der Verwaltung" durch die Wortfolge "in Artikel 8 angeführten Personen" ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 15 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Dezember 2019" durch die Wortfolge "März 2020" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 17 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 wird die Wortfolge "oder mehr" gestrichen;

2° Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"In den mehr als zweihundertfünfzig und weniger als fünfhundert Hektar Wald umfassenden Gebieten gilt eine Treibjagd in einer Einfriedung als effektiv durchgeführt, wenn sie von mindestens acht bewaffneten oder unbewaffneten Treibern durchquert und von mindestens fünfzehn bewaffneten Jägern umstellt ist.;"

3° in Absatz 4 wird die Wortfolge "oder mehr" gestrichen.

Art. 7 - In Artikel 20 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 2 wird durch die Wortfolge "oder dem Zuwiderhandelnden anzuordnen, auf seinem Gebiet derartige Maßnahmen unter den von ihr festgelegten Bedingungen durchzuführen" ergänzt;

2° Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"Diese Möglichkeiten können auch ab dem 1. Dezember 2019 umgesetzt werden, wenn die Verwaltung und der weidmännische Rat der Ansicht sind, dass der Wildschweinbestand zu diesem Zeitpunkt in einem bestimmten Sektor noch existiert."

Art. 8 - In Artikel 22 desselben Erlasses wird Absatz 2 durch die Wortfolge "mit oder ohne Beteiligung von Hunden, die auf das Aufspüren von verendeten Wildschweinen abgerichtet sind" ergänzt.

Art. 9 - Artikel 23 desselben Erlasses wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Absätze 1 und 2 gelten auch für alle Eigentümer, die sich in der verstärkten Beobachtungszone oder Wachsamkeitszone befinden, wenn die Verwaltung beschließt, auch in diesen Zonen nach verendeten Wildschweinen zu suchen."

Art. 10 - In Artikel 25 desselben Erlasses wird Absatz 1 durch folgenden Satz ergänzt:

"Sie dürfen unter keinen Umständen außerhalb der in Artikel 1 Absatz 1 genannten drei Zonen transportiert werden."

Art. 11 - In demselben Erlass wird der Titel von Kapitel VIII durch das Folgende ersetzt:

"Passive Überwachung des Schwarzwilds und Erhöhung der Abschussquoten für diese Art auf dem gesamten Gebiet der Wallonischen Region".

Art. 12 - In demselben Erlass werden die Artikel 27/1 bis 27/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 27/1 - Um die Abschussquoten bei Wildschweinen für die Jagdsaison 2019-2020 außerhalb der drei in Artikel 1 erwähnten Zonen zu erhöhen, werden für jedes territoriale Gebiet der weidmännischen Räte, deren Mitglieder gemeinsam in den letzten vier Jagdsaisons durchschnittlich mindestens 60 Wildschweine pro tausend Hektar Waldfläche geschossen haben, folgende Maßnahmen ergriffen:

1° Die Mindestzahl der Wildschweine, die im Laufe der Jagdsaison 2019-2020 geschossen werden müssen, wird bis spätestens 31. Dezember 2019 festgelegt. Diese Zahl zielt darauf ab, vor den Geburten ein Bestandsniveau zu erreichen, das der Aufnahmefähigkeit des betreffenden territorialen Gebiets entspricht. Es wird auf der Grundlage der folgenden Bewertungselemente ermittelt:

- a) Abschussquoten bei Wildschweinen der laufenden Jagdsaison zum 30. November 2019 sowie Abschussquoten bei Wildschweinen der letzten vier Jagdsaisons;
- b) die beobachtete Vermehrungsrate;
- c) das Ausmaß der natürlichen Sterblichkeit;
- d) der Umfang der Abschussquoten der vorherigen Jagdsaisons im Verhältnis zur Vermehrungsrate des Bestands;
- e) die natürlichen und künstlichen Nahrungsressourcen;
- f) die Gefahr von Schäden für die Landwirtschaft;

2° Die Abschusszahl von Bachen, deren ausgeweidetes Gewicht mindestens 30 kg beträgt, muss zwischen dem 1. Januar und dem 30. Juni 2020 mindestens 30 % der gesamten Abschusszahl von zu erlegenden Wildschweinen ausmachen;

3° Je nach dem in Anwendung von Ziffer 1 festgelegten Ziel kann der Direktor in den Monaten Januar und Februar 2020 die Organisation von zwei Treibjagden in den Jagdgebieten unter der Zuständigkeit des weidmännischen Rates sowie in denjenigen, die nicht der Zuständigkeit des weidmännischen Rates unterliegen, aber ganz oder teilweise innerhalb des territorialen Gebiets des Rates liegen, vorschreiben.

Für die Anwendung von Ziffer 1 teilt jeder betroffene weidmännische Rat dem Direktor vor dem 15. Dezember 2019 die Zahl der Wildschweine mit, die bis am 30. November 2019 in den Jagdgebieten seiner Mitglieder erlegt wurden. Inhaber des Jagdrechts, die nicht Mitglieder des weidmännischen Rates sind und deren Gebiet ganz oder teilweise innerhalb des Gebiets des weidmännischen Rates liegt, müssen dies ebenfalls tun. Vor dem 31. Dezember 2019 organisiert der Direktor eine Versammlung mit den in Artikel 27/2 angeführten Vertretern des weidmännischen Rates, um die Mindestzahl der Wildschweine festzulegen, die im Laufe der Jagdsaison 2019-2020 in den Jagdgebieten, die ganz oder teilweise zum territorialen Gebiet des weidmännischen Rates gehören, erlegt werden müssen.

Was Ziffer 3 betrifft, so muss die obligatorische Treibjagd mindestens zehn Schützen umfassen, wenn das Gebiet weniger als zweihundertfünfzig Hektar Wald umfasst, und in allen anderen Fällen 15 Schützen. Abhängig von der Größe ihrer Waldfläche kann der Direktor bestimmte Jagdgebiete von der Verpflichtung befreien, diese Treibjagden zu organisieren.

Art. 27/2 - Die Vertreter des weidmännischen Rates, die zur Teilnahme an der in Artikel 27/1 Absatz 2 genannten Versammlung eingeladen werden, sind:

1° der Vorsitzende des Rates oder sein Bevollmächtigter;

2° eines der in Artikel 5 Ziffer 4 Buchstabe a) des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über Bestimmungen für die Zulassung und Arbeitsweise der weidmännischen Räte angeführten Mitglieder;

3° eines der in Artikel 5 Ziffer 4 Buchstabe b) des vorerwähnten Erlasses angeführten Mitglieder;

4° eines der in Artikel 5 Ziffer 4 Buchstabe c) des vorerwähnten Erlasses angeführten Mitglieder.

Art. 27/3 - Jeder Inhaber des Jagdrechts, der zwischen dem 1. Januar und dem 28. Februar 2020 mindestens zwei Treibjagden organisieren muss, informiert den Forstamtleiter mindestens 15 Tage im Voraus über die Daten dieser Treibjagden. Handelt es sich um eine improvisierte Treibjagd, informiert er den Forstamtleiter so schnell wie möglich im Voraus. Die Organisation einer improvisierten Treibjagd kann eine der beiden geplanten Treibjagden ersetzen.

Der Inhaber des Jagdrechts informiert den Forstamtleiter innerhalb von 48 Stunden nach der Treibjagd über die während der Jagd erlegten Wildschweine gemäß den von diesem festgelegten Modalitäten.

Art. 27/4 - Um die Ziele für die Abschussquoten bei Wildschweinen für die Jagdsaison 2020-2021 festlegen zu können, teilen alle weidmännischen Räte, einschließlich diejenigen, deren Mitglieder in den letzten vier Jagdsaisons durchschnittlich weniger als 60 Wildschweine pro tausend Hektar Waldfläche erlegt haben, dem Direktor bis zum 15. März 2020 die bis am 28. Februar erzielten Jagdstrecken von Wildschweinen seiner Mitglieder mit, wobei unterschieden wird zwischen:

1° Tieren, jünger als ein Jahr (Frischling und Überläufer);

2° Tieren, älter als ein Jahr, darunter die Anzahl der Bachen, deren ausgeweidetes Gewicht mindestens dreißig Kilogramm beträgt.

Jeder Inhaber des Jagdrechts, der nicht Mitglied eines weidmännischen Rates ist, hat dem Forstamtleiter innerhalb derselben Frist die gleichen Informationen zu übermitteln.

Art. 27/5 - Die Verwaltung legt spätestens bis zum 1. Mai 2020 einen ausführlichen Bericht über die Umsetzung von Artikel 27/1 vor, damit diese von den betreffenden Ministern bewertet werden kann.“

Art. 13 - Im Anhang desselben Erlasses wird die Karte wie folgt abgeändert:

1° im Titel der Karte wird die Wortfolge "AGW du 19/03/2019" gestrichen;

2° im Bildtext der Karte wird die Wortfolge "noyau et tampon" durch die Wortfolge "infectée" ersetzt.

Art. 14 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 15 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Jagdwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Dezember 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/205967]

12 DECEMBER 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 juni 2019 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen en tot vaststelling van een afschotplan voor de jacht op wilde zwijnen op het Waalse grondgebied

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 februari 1882 op de jacht, inzonderheid op de artikelen 9*bis*, § 1, ingevoegd bij het decreet van 14 juli 1994 en gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017, de artikelen 7, § 1, en 10, gewijzigd bij de decreten van 14 juli 1994, 16 februari 2017 en 17 juli 2018;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, overeenkomstig Richtlijn 2002/60 van de Raad van 27 juni 2002 houdende specifieke bepalingen voor de bestrijding van Afrikaanse varkenspest en houdende wijziging van Richtlijn 92/119/EEG met betrekking tot besmettelijke varkensverlamming (Teschenerziekte) en Afrikaanse varkenspest, de bevestiging, op 13 september 2018, van een primair geval van Afrikaanse varkenspest onder wilde zwijnen op een deel van het grondgebied van het Waalse Gewest de Regering ertoe noopt, onmiddellijk maatregelen te nemen om de verspreiding van de ziekte af te remmen;

Overwegende dat deze bepalingen zo spoedig mogelijk aangepast moeten worden aan de evolutie van de epidemiologische toestand op het terrein;

Gelet op de stand van vordering, op het einde van de maand november, van deze uitroeiing van wilde zwijnen in de gebieden waar Afrikaanse varkenspest wordt bestreden;

Overwegende dat het in het licht van deze stand van vordering belangrijk is om, indien nodig, de dwangmaatregelen tegen houders van het jachtrecht in deze gebieden aan te scherpen;

Overwegende dat het ook van belang is om de maatregelen ter versterking van de afnames van wilde zwijnen in het overig Waalse grondgebied, in het bijzonder in de gebieden met de hoogste dichtheid aan wilde zwijnen, preventief aan te vullen en om voor het jachtjaar 2020-2021 de invoering van een instrument voor het beheer van de wilde zwijnen op de schaal van het Gewest voor te bereiden om afnamedoelstellingen vast te stellen;

Overwegende dat de invoering van een dergelijk instrument vereist dat bepaalde maatregelen nu worden genomen voordat de huidige openingsperiode van de drijfjacht op wilde zwijnen afloopt;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor de Jacht;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 6 juni 2019 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen wordt het eerste lid met een punt 9^o aangevuld, luidend als volgt;

“9^o directeur: directeur van de buitendiensten van het Departement Natuur en Bossen territoriaal bevoegd voor het grootste deel van de oppervlakte van de territoriale ruimte van de jachtraad.”.

Art. 2. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o het tweede lid wordt vervangen door wat volgt :

“De administratie kan ook de houders van het jachtrecht en hun particuliere veldwachters machtigen om wild zwijn op hun grondgebied te vernietigen ongeacht of zij al dan niet een afwijking van het jachtverbod voor bedoeld grondgebied hebben aangevraagd.”;

2^o artikel 8 wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt:

“De administratie kan bovendien elke houder van een geldige jachtvergunning machtigen om deze vernietiging uit te voeren, met of zonder toestemming van de houder van het jachtrecht van het grondgebied waarop de vernietiging moet worden uitgevoerd.

Ze bepaalt de voorwaarden waaronder de in het tweede en het derde lid bedoelde personen optreden, met name de middelen die kunnen worden gebruikt om wild zwijn te vernietigen, onder de in artikel 12 genoemde middelen.”.

Art. 3. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de woorden “december 2019” vervangen door de woorden “maart 2020”.

Art. 4. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de woorden “de personeelsleden van de administratie” vervangen door de woorden “de in artikel 8 bedoelde personen”.

Art. 5. In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de woorden “december 2019” vervangen door de woorden “maart 2020”.

Art. 6. In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid vervallen de woorden "of meer";

2° het derde lid wordt vervangen door wat volgt:

"Voor de gebieden van meer dan tweehonderd vijftig en minder dan vijfhonderd hectare bossen wordt een omsloten gebied geacht, aan de jacht te zijn onderworpen indien het minstens door acht al dan niet gewapende drijfjagers wordt doorlopen en door minstens vijftien gewapende jagers wordt omsingeld. ";

3° in het vierde lid vervallen de woorden "of meer".

Art. 7. In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt aangevuld met de woorden "of om de overtreder te gelasten dergelijke acties op zijn grondgebied te organiseren onder de voorwaarden die ze vaststelt";

2° het derde lid wordt vervangen als volgt:

"Deze mogelijkheden kunnen eveneens uitgevoerd worden vanaf 1 december 2019 als de administratie en de jachtraad achten dat het wilde zwijnenbestand op die datum op een gegeven gebied nog aanwezig is."

Art. 8. In artikel 22 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid aangevuld met de woorden "en die al dan niet wordt geholpen door honden die gespecialiseerd zijn in het opsporen van kadavers van wilde zwijnen".

Art. 9. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De eerste en tweede leden zijn ook van toepassing op elk eigendom gelegen in een versterkt observatiegebied en in een waakzaamheidsgebied indien de administratie beslist om ook de kadavers van wilde zwijnen in deze gebieden op te sporen."

Art. 10. In artikel 25 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid aangevuld met de volgende zin:

"Ze mogen in geen geval buiten de drie in artikel 1, eerste lid, genoemde gebieden worden vervoerd."

Art. 11. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van hoofdstuk VIII vervangen als volgt:

"Passief toezicht op wilde zwijnen en versterking van de afnames ervan op het gehele grondgebied van het Waalse Gewest"

Art. 12. In hetzelfde besluit worden de artikelen 27/1 tot 27/4 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 27/1. Om de afnames van wilde zwijnen in het jachtjaar 2019-2020 buiten de drie in artikel 1 bedoelde gebieden op te voeren, worden de volgende maatregelen genomen voor elk territoriale ruimte van de jachtraden waarvan de leden in de afgelopen vier jachtjaren gemiddeld ten minste 60 wilde zwijnen per duizend hectare bosgebied hebben afgeschoten;

1° het minimumaantal wilde zwijnen dat in het jachtjaar 2019-2020 moet worden afgeschoten, wordt vastgesteld voor uiterlijk 31 december 2019. Dit aantal is erop gericht om, vóór de geboorte, een niveau van het wilde zwijnenbestand te bereiken dat in overeenstemming is met het vermogen van het betrokken leefgebied. Het wordt vastgesteld naar gelang van de volgende beoordelingselementen:

a) de afnames van wilde zwijnen van het lopende jachtjaar die op 30 november 2019 zijn stopgezet, alsmede de afnames van wilde zwijnen van de vier voorgaande jachtjaren;

b) de waargenomen voortplanting;

c) het belang van natuurlijke mortaliteit;

d) het belang van de afnames van de voorgaande jachtjaren in verhouding tot de voortplanting van de populatie;

e) de natuurlijke en kunstmatige voedselbronnen;

f) het risico van schade aan de landbouw;

2° het afschieten van vrouwelijke dieren waarvan het gewicht ontdaan van de ingewanden ten minste dertig kilo bedraagt, moet ten minste dertig procent vertegenwoordigen van het totale afschieten van wilde zwijnen die tussen 1 januari en 30 juni 2020 zullen worden neergeschoten;

3° naar gelang van de overeenkomstig punt 1 vastgestelde doelstelling kan de directeur de organisatie van twee drijfjachten in de maanden januari en februari 2020 opleggen op de jachtgebieden die onder de bevoegdheid van de jachtraad vallen en op de jachtgebieden die niet onder de bevoegdheid van de jachtraad vallen, maar die zich geheel of gedeeltelijk binnen de territoriale ruimte van de raad bevinden.

Voor de toepassing van punt 1° deelt elke betrokken jachtraad vóór 15 december 2019 aan de directeur mee hoeveel wilde zwijnen op 30 november 2019 in de jachtgebieden van zijn leden zijn geslacht. Houders van het jachtrecht die geen lid zijn van de jachtraad en wier grondgebied geheel of gedeeltelijk binnen de territoriale ruimte van de jachtraad is gelegen, doen hetzelfde. Vóór 31 december 2019 organiseert de directeur een vergadering met de vertegenwoordigers van de in artikel 27/2 bedoelde jachtraad om het minimumaantal wilde zwijnen vast te stellen dat in het jachtjaar 2019-2020 moet worden geschoten op jachtgebieden die zich geheel of gedeeltelijk binnen de territoriale ruimte van de jachtraad bevinden.

Wat 3° betreft, moeten de verplichte drijfjachten uitgevoerd worden door minstens tien schutters voor een grondgebied van minder dan tweehonderdvijftig hectare bossen en door 15 schutters in alle andere gevallen. De directeur kan bepaalde jachtgebieden vrijstellen van de verplichting om deze jacht te organiseren naar gelang van de omvang van hun bosgebied.

Art. 27/2. De vertegenwoordigers van de jachtraad die worden uitgenodigd om deel te nemen aan de in artikel 27, tweede lid, bedoelde vergadering zijn:

1° de voorzitter van de raad of diens afgevaardigde;

2° één van de leden van de raad die bedoeld zijn in artikel 5, 4°, a) van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 betreffende de modaliteiten voor de erkenning en de werking van de jachtraden;

3° één van de leden van de raad die bedoeld zijn in artikel 5, 4°, b), van bovenvermeld besluit;

4° één van de leden van de raad die bedoeld zijn in artikel 5, 4°, c), van bovenvermeld besluit.

Art. 27/3. Iedere houder van het jachtrecht die tussen 1 januari en 28 februari 2020 ten minste twee drijfjachten moet organiseren, stelt de houtvester ten minste 15 dagen van tevoren in kennis van de data van de drijfjachten. In geval van een geïmproviseerde drijfjacht stelt hij de houtvester eerst en zo spoedig mogelijk in kennis daarvan. De organisatie van een geïmproviseerde drijfjacht kan één van de twee geplande drijfjachten vervangen.

De houder van het jachtrecht stelt de houtvester binnen 48 uur na de drijfjacht in kennis van de tijdens de drijfjacht verrichte afnames van wilde zwijnen, overeenkomstig de door bedoelde houtvester vastgestelde modaliteiten.

Art. 27/4. Om de doelstellingen inzake afnames van wilde zwijnen in het jachtjaar 2020-2021 te kunnen vaststellen, deelt elke jachtraad, met inbegrip van die waarvan de leden in de afgelopen vier jachtjaren gemiddeld minder dan 60 wilde zwijnen per duizend hectare bosgebied hebben geschoten, uiterlijk op 15 maart 2020 de op 28 februari door zijn leden opgestelde jachttabellen van de wilde zwijnen aan de directeur mee, waarbij onderscheid wordt gemaakt tussen:

1° dieren die minder dan een jaar oud zijn (everjong en overloper);

2° dieren die meer dan een jaar oud zijn, waaronder vrouwelijke dieren waarvan het gewicht ontdaan van de ingewanden ten minste dertig kilo bedraagt.

Elke houder van het jachtrecht die geen lid is van een jachtraad, deelt dezelfde informatie binnen dezelfde termijn mee aan de houtvester.

Art. 27/5. De administratie brengt uiterlijk op 1 mei 2020 een gedetailleerd verslag uit over de tenuitvoerlegging van artikel 27/1 ter evaluatie door de betrokken Ministers."

Art. 13. In de bijlage bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht in de kaart:

1° in het opschrift van de kaart vervallen, in de Franse versie, de woorden "AGW du 19/03/2019"

2° in de legenda van de kaart worden, in de Franse versie, de woorden "zone noyau et tampon" vervangen door de woorden "zone infectée".

Art. 14. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 15. De Minister bevoegd voor de Jacht is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 december 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER